l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 28/03/2022

Dans l'urne en plexiglas, l'importance du vote pour Philippe Poutou

Dimanche 10 avril, ce sera le premier tour de l'élection présidentielle. Notre sort dépendrait-il de ces bulletins de vote dans les urnes et du nom qui en sortira ? Certainement pas. L'histoire est celle de luttes de classe, de mobilisations collectives, de grèves, de révoltes et de révolutions. Mais ce que des millions de travailleurs et de jeunes vont voter, ou refuser de voter par désintérêt ou rejet du système, a une certaine importance – même si la démocratie bourgeoise est une mascarade, où la parole est monopolisée par celles et ceux qui ont les moyens financiers, possèdent des journaux et des chaînes de télé. Macron et tous les candidats de droite et d'extrême droite qui le copient et le talonnent ont eu droit à des centaines d'heures d'antenne et c'est aujourd'hui, à treize jours de l'élection, qu'on nous annonce une phase d'« égalité » entre candidats. Le jeu est pipé ! La démocratie ouvrière serait tout autre chose qu'il nous reste à imposer par nos luttes. Il est pourtant important que le seul candidat ouvrier de cette élection, Philippe Poutou, recueille le maximum de suffrages. Ce serait le seul électrochoc ! Et on pourra ajouter à son score les voix qui se porteront sur Nathalie Arthaud.

Voter pour Philippe Poutou,
c'est voter pour l'expropriation des voleurs

Macron compte repousser de trois ans l'âge de départ en retraite, imposer dix à quinze heures de travail aux bénéficiaires du maigre RSA, rogner encore les allocations de chômage, obliger les profs à travailler plus.

Et nous sommes dans un contexte de flambée des prix, des carburants mais aussi de tous les produits de première nécessité, alors que le chômage ne se résorbe pas, mais dans un contexte où les entreprises du CAC 40 ont engrangé 160 milliards de profits en 2021. Leurs dirigeants et actionnaires sont parmi les dizaines de milliardaires du pays, qui ont fait fortune par le hold-up sur notre force de travail. L'État les aide avec l'argent de nos impôts, au détriment des services publics de la santé, de l'éducation, des transports ou du logement.

Ces oligarques français méritent d'être expropriés pour qu'enfin les travailleurs décident eux-mêmes et démocratiquement de ce qu'ils produisent, pour qui, où et comment, selon les besoins humains et en harmonie avec la nature.

Voter pour Philippe Poutou,
c'est voter pour la solidarité ouvrière et un monde sans frontières

Depuis des mois, Éric Zemmour, Marine Le Pen et Valérie Pécresse rivalisent de campagne haineuse et mensongère contre les immigrés, tandis que Macron et son gouvernement traquent les migrants qui ne sont pas ukrainiens. Cette politique criminelle vient de conduire à une tragédie en gare de Valenciennes. Des jeunes d'origine érythréenne ont tenté de monter dans un wagon de fret : l'un d'eux a été électrocuté par un arc électrique, ce qui a déclenché un incendie de pneus transportés… Un mort et plusieurs blessés parmi les migrants, des cheminots en état de choc, des voyageurs livrés à eux-mêmes, par manque d'effectifs. Halte à cette barbarie raciste.

Voter pour Philippe Poutou,
c'est voter pour le renversement d'un système capitaliste fauteur de guerre

Tandis que la population d'Ukraine tente de résister aux bombes du dictateur Poutine, les représentants des grandes puissances discutent entre eux de gros sous, derrière le dirigeant américain Biden : déballage des calculs égoïstes de leurs multinationales ! Rester en Russie ou la quitter ? Calculs de pertes et profits, de gains en vente de gaz ou d'armes aussi ! Et ce sont les travailleurs et les pauvres de la planète – nous tous – qui devrions le subir, par des pénuries et l'inflation comme par la militarisation plus poussée de la société. Tout d'un coup, il devient palpable que les rivalités impérialistes peuvent nous faire basculer dans une troisième guerre mondiale.

Voter pour Philippe Poutou, c'est dire que les travailleurs et les peuples du monde doivent, de toute urgence, renverser ce système. Ils ont pour eux le cœur, l'intelligence et la force du nombre.

Lure : démolition programmée du service de neurologie

Mercredi dernier, le docteur Ziegler a quitté le service de neurologie qu'il avait créé et où il prenait en charge des centaines de patients.

En effet, ce médecin, ayant atteint l'âge de la retraite, avait proposé à l'ARS de continuer à travailler, le temps d'accueillir et de former son successeur. Cette dernière a maintenu son veto.

Royaume-Uni : le personnel hospitalier va devoir payer les tests anti-Covid

Alors même que l'épidémie de Covid-19 reprend de plus belle dans le pays, que les hôpitaux sont débordés et que le personnel soignant est soit épuisé, soit en proportion croissante en arrêt maladie, la direction du Service national de santé, qui dépend du gouvernement conservateur, vient d'annoncer qu'elle envisage dès la semaine prochaine de faire payer de leur poche les tests anti-Covid aux hospitaliers, toutes catégories confondues.

Selon les syndicats du secteur, celà va représenter une dépense mensuelle supplémentaire d'environ 50 livres sterling (une soixantaine d'euros) pour chaque soignant. Le ministre de la Santé a déclaré qu'il ne voyait pas où était le problème.

Nouvelle manifestation de femmes à Kaboul

Une vingtaine de femmes ont manifesté de nouveau sur une place de la capitale aux cris de *« Ouvrez les écoles ! Justice, justice ! »* pour protester contre la décision des talibans de fermer les établissements secondaires de filles après les avoir rouverts très brièvement mercredi.

Certaines brandissaient des pancartes sur lesquelles était écrit : *« Vous avez pris ma terre vertueuse, ne prenez pas mes efforts et mon éducation. »* La manifestation a duré moins d'une heure avant d'être dispersée par des talibans en armes.

Ehpad : « le secret des affaires »

L'État a déposé plainte contre le groupe d'Ehpad privés Orpea et va demander le remboursement des dotations publiques présumées détournées de leurs fins, a annoncé le gouvernement. La ministre déléguée chargée de l'Autonomie des personnes âgées, Brigitte Bourguignon, a dénoncé des *« dysfonctionnements significatifs dans l'organisation du groupe, au détriment de la prise en charge des résidents »*, manquements révélés par un rapport d'enquête établi par l'Inspection générale des finances (IGF) et celle des affaires sociales (IGAS).

Cependant ce rapport ne sera pas rendu public, car couvert par le « secret des affaires ». Bref, l'information de l'opinion s'arrête là où commence la sauvegarde des intérêts des milieux d'affaires.

Ristourne TTC… et profits non surtaxés

Le gouvernement n'a pas manqué de le claironner : ce ne sont pas 15 centimes, mais 18 centimes qu'il offre désormais par litre de carburant à partir du 1er avril. Ce dernier chiffre est celui de la ristourne toutes taxes comprises (TTC), qui devrait coûter à l'État – c'est-à-dire en fait à nous-mêmes qui payons les impôts – deux milliards d'euros. En attendant, les profits de TotalEnergies pour l'année 2021 restent bien de 13,5 milliards d'euros TTC. Et les profits 2022 ne s'annoncent pas davantage taxés…

Qui a dit « pognon de dingue » ?

Le cabinet McKinsey est un des cabinets privés de conseil auquel fait souvent appel l'État français. Il a notamment touché près d'un million d'euros pour un rapport sur les retraites en 2019 et plus de dix millions pour sa participation à la campagne de vaccination contre le Covid-19. Mais McKinsey n'aurait pas payé d'impôt sur les sociétés depuis dix ans, malgré un chiffre d'affaires de plus de 300 millions d'euros en 2020.

Contrats juteux d'un côté, ristournes fiscales de l'autre… L'État français est aux petits soins avec les capitalistes.

Près de la moitié des agences immobilières font de la discrimination raciale

48,50 % des 136 agences immobilières testées par SOS Racisme accèdent aux exigences discriminatoires des propriétaires dont elles gèrent le logement contre les Arabes et les Noirs. Pour réaliser cette enquête, les militants de SOS Racisme ont contacté par téléphone des agences immobilières de plusieurs villes de France en se faisant passer pour des propriétaires réclamant ces discriminations.

Et si ces pratiques sont punies par la loi, cette dernière n'est que très rarement appliquée.

Trop dur pour lui…

Le gouvernement voulait voir figurer sur chaque ticket de caisse à la pompe le montant dont il nous fait « cadeau » (avec l'argent de nos impôts). Mais sa ristourne intervenant au niveau des centrales d'achat et pas des stations, il a dû en abandonner l'idée. Dommage. Jusqu'au 24 avril, ça aurait avantageusement remplacé tous les tracts pour la réélection d'un certain Emmanuel M.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/